



HAL
open science

Circulation des terminologies en contexte de crise De la diffusion des savoirs au “ contrôle ” social

Rosa Maria Frejaville, Raphaèle Dumont

► **To cite this version:**

Rosa Maria Frejaville, Raphaèle Dumont. Circulation des terminologies en contexte de crise De la diffusion des savoirs au “ contrôle ” social. La terminologie dans la dimension sociale de la communication, 2024. hal-04608571

HAL Id: hal-04608571

<https://hal.science/hal-04608571>

Submitted on 11 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Circulation des terminologies en contexte de crise

De la diffusion des savoirs au « contrôle » social

Rosa Maria Fréjaville
Raphaèle Dumont
Laboratoire ECLLA – Université Jean Monnet de Saint-Étienne

Abstract

Since 2020, terminology related to Covid-19 has flourished at lightning speed on the world stage. International and national organizations have disseminated it as part of their prerogatives: informing and disseminating recommendations or even providing regulatory texts to States.

In order to constitute a basis for common dialogue, this terminology has been listed in multilingual dictionaries. This regulatory work was updated as the epidemic progressed rapidly and scientific contributions were made: more than five hundred terms thus appeared in the terminological universe of the pandemic, and came to feed various discourses and effects of connection. Medical terminology rubs shoulders with more popular terms associated with mortality and comorbidity indicators.

This terminological approach experienced a semantic break when it was appropriated by power and its media machine: terminology was then diverted from its primary value in order to create social control. States, anxious to control the behavior of citizens, began to communicate vertically by imposing a certain technolect. During real communication campaigns, statistics become the starting point for instrumental discourse: it is no longer a question of creating knowledge but of standardizing behavior. The communicative stakes of Terminology in social context appear here clearly: if the latter plays an essential role in the construction and transfer of knowledge and, beyond, in the progress of the different stages of specialized communication, it can be instrumentalized in the aim of inducing new social behaviors on a large scale where a whole editology can be used for propaganda and behavioral control issues.

Keywords

Terminology, science, COVID-19, social behaviors, mass control

Introduction

Depuis 2020, la terminologie liée à la Covid-19 a fleuri à une vitesse fulgurante sur la scène mondiale. Différents organismes internationaux et nationaux l'ont diffusée dans le cadre de leurs prérogatives : informer et diffuser des recommandations ou bien encore fournir des textes réglementaires aux États.

Afin de constituer une base de dialogue commune, cette terminologie a été répertoriée dans des dictionnaires multilingues. Ce travail de régulation a été actualisé au fur et à mesure de l'avancée rapide de l'épidémie et des apports scientifiques : plus de cinq cents termes ont

ainsi surgi dans l'univers terminologique de la pandémie, l'hyperonyme par excellence, et sont venus alimenter divers discours et des effets de reliance. Une terminologie médicale (ECMO, épizootie, zoonose, SARS-Cov2) côtoie des termes plus vulgarisateurs (maladie à Coronavirus, malade asymptomatique) associés aux indicateurs de mortalité et de comorbidité.

Cette démarche terminologique a connu une rupture sémantique lorsqu'elle s'est vue appropriée par le pouvoir et sa machine médiatique : la terminologie a alors été détournée de sa valeur première (la création et la diffusion de la connaissance) afin de créer du contrôle social. Les États, soucieux de maîtriser les comportements des citoyens, se sont mis à communiquer de façon verticale en imposant un certain technolècte. Au cours de véritables campagnes de communication, les statistiques deviennent le point de départ de discours d'instrumentalisation : il ne s'agit plus de créer du savoir mais de normer des comportements. Les enjeux communicatifs de la Terminologie en contexte social apparaissent ici clairement : si cette dernière joue un rôle essentiel dans la construction et le transfert de connaissances et, au-delà, dans le cheminement des différentes étapes de la communication spécialisée, elle peut être instrumentalisée dans le but d'induire des comportements sociaux inédits à grande échelle où toute une éditologie (ensemble des textes édités) pourra servir à des enjeux de propagande et de contrôle comportemental.

Si nous tenons compte de l'évolution théorique de la Terminologies depuis les années 1930, on peut se demander de quelle manière celle-ci a pu servir, malgré elle, une sorte d'aménagement linguistique dont les détenteurs du pouvoir se sont appropriés. Pour bien comprendre la façon dont le pouvoir a utilisé les principes et les méthodes propres à la Terminologie, il est nécessaire de rappeler l'importance de ce domaine dans trois de ses axes d'évolution : la TGT, la Socioterminologie et la TCT.

1. La Terminologie : au service de la construction des connaissances, de la communication spécialisée et de la construction de la société de la connaissance

1.1. Point sur les apports de la TGT

La naissance de la Théorie Générale de la Terminologie dans les années 1930, a mis l'accent sur l'importance du binôme concept/dénomination pour la catégorisation et la description d'un domaine du savoir¹. Sa méthodologie est similaire à celle utilisée pour la recherche en documentation, à savoir une proposition de classement du savoir par des

¹ Cf. Eugen Wüster, *Introduction à la théorie générale de la terminologie et à la lexicographie terminologique*, Girstern, Université de Laval (Bureau des Traductions du Canada).

techniques telles que celles mis en place pour les bibliothèques (CDD et CDU). Ce n'est pas sans raison que le travail d'Eugen Wüster a été connu, au départ, de manière indirecte. Rappelons qu'il a notamment contribué à la création de l'ISO (Organisation International de Normalisation), l'un des organismes qui font office de « normalisateurs » en matière de terminologies, d'usage international et de normes à respecter.

Les postulats de Wüster y sont largement appliqués : l'équivalence entre le concept et sa dénomination se réalise au sein d'un système de classification qui est propre à un domaine et la division se fait en domaines étanches. Ce qui est en jeu ici, c'est le souci de fiabilité. Et ce qui prévaut, c'est l'idéal de la monoréférentialité du terme et son appartenance à un domaine déterminé. Bref, il s'agit d'éliminer toute ambiguïté des communications scientifiques et techniques. On ne se focalise pas, ici, sur le fonctionnement socio-discursif des termes (ce qui est d'ailleurs susceptible de desservir les efforts d'aménagement terminologiques confrontés aux réalités sociolinguistiques). On peut dès lors se poser la question de ce qui s'est produit avec le phénomène de la Covid-19 : ces réalités n'ont-elles pas été fabriquées de toute pièce non pas par un discours social mais par un discours à visée sociale, le discours politique et des médias ?

Selon la TGT, les terminologies au sein d'un domaine sont constituées de concepts qui entretiennent entre eux des liens très spécifiques. Cette idée montre la stabilité d'un paradigme : on a là un ensemble cohérent de concepts/termes qui affiche la validité de la théorie. Celle-ci a d'ailleurs été très importante, rappelons-le, pour la pratique de la traduction technique². La TGT met au centre de son raisonnement le concept et les relations entre concepts. La démarche est nettement onomasiologique et à visée normative et prescriptive. Cette méthode est le précurseur de la Normalisation dont ISO, AFNOR et diverses autres institutions européennes et mondiales se font l'écho.

Rappelons qu'au XIXe siècle s'opérait déjà un choix consensuel de dénominations pour des concepts, notamment perceptibles dans les efforts menés par des sciences telles que la chimie et la physique au moment même où se produisaient des ruptures épistémologiques : c'est le cas, par exemple, de l'avènement des nomenclatures³. La TGT est la méthode idéale pour comprendre la structuration et le cheminement du discours scientifique parce qu'elle prône la démarche onomasiologique et la réponse aux besoins de normalisation ainsi que la démarche

² Nous renvoyons ici, par exemple, aux travaux de Marc Van Campenhout, notamment son *Abrégé de terminologie multilingue* (<https://termisti.ulb.ac.be/archive/theoweb1.htm>)

³ L'avènement de la nomenclature de la chimie, de la physique et de l'écologie ont été discutés par les pairs lors de symposiums.

prescriptive pour le classement et l'harmonisation des terminologies d'un domaine. Il s'agit d'un miroir de la stabilité d'une science. Nous pouvons également citer en ce sens l'exemple du *Dictionnaire de la machine-outil* de Wüster, publié à Londres par Technical Press en 1968 sous le titre *Dictionnaire multilingue de la machine-outil : notions fondamentales, définies et illustrées, présentées dans l'ordre systématique et l'ordre alphabétique : volume de base anglais-français* a été préparé sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et sous la direction de Eugen Wüster.

Il semble évident que cette théorie serait plus difficile à mettre en œuvre dans des domaines tels que les sciences humaines et sociales où se manifeste l'importance des concepts fondateurs et des concepts nomades et où s'imbriquent plusieurs perspectives comme, par exemple, la sociologie, la médecine/protection de la santé, la politique, etc.

1.2. Point sur les apports de la Socioterminologie

L'objectif de la socioterminologie est d'observer les circonstances réelles de l'usage professionnel des terminologies. Elle s'intéresse à l'ancrage des terminologies dans le monde socio-professionnel, s'éloignant de la sorte du classement des termes en domaines et prônant la variation discursive. Cette nouvelle perspective qui commence à se faire connaître dès la fin des années 1980, issue de l'école de Louis Guilbert (vulgarisation des vocabulaires scientifiques et techniques) et de son fondateur Guespin, s'élargira aux questions relevant de la terminologie textuelle, notamment les termes qui fonctionnent en discours ainsi que l'importance de la linguistique de corpus ; la terminologie cognitive prolongera les thèses de la socioterminologie et de la terminologie culturelle en mettant en exergue les espaces où les terminologies gravitent. Tout ceci pourrait non seulement contribuer à maintenir l'universalité de la science mais également l'identité culturelle des nations.

1.3. Point sur les apports de la TCT

Depuis l'évolution exponentielle des moyens de communication et des nouvelles technologies, la Terminologie a suivi le mouvement : création de banques de données en ligne, programmes de traitement de données terminologiques, systèmes d'hypertexte pour le traitement des données et des corpus. La méthode de traitement et d'analyse terminologique est désormais bien utilisée à toutes fins utiles par les moteurs de recherche, les institutions, les entreprises, etc. Les fondamentaux de la Terminologie (concepts/dénomination, arborescence de domaines, relations entre concepts/ termes) sont aujourd'hui largement utilisés.

C'est dans ce contexte que la Théorie Communicative de la Terminologie est venue apporter une nouvelle pierre à l'édifice : les termes varient selon les étapes de la communication (du discours plus spécialisé au moins spécialisé, voire banalisé).

La TCT a beaucoup contribué à la compréhension du circuit de production du savoir : le travail de laboratoire, les communications entre pairs, la validation et la diffusion par le biais des publications et de l'enseignement disciplinaire. Tout ce savoir se manifeste à travers les notes de laboratoire qui deviennent des textes scientifiques diffusés dans des espaces dédiés (symposiums, colloques, publications...); ce savoir est érigé au statut de discipline, il est enseigné, sans doute vulgarisé et susceptible d'être banalisé.

La TCT s'intéresse donc aux textes de spécialité et tient compte du caractère communicatif des termes et de leur utilisation dans les discours de spécialité. La science est perçue comme un ensemble de textes édités et les termes sont à la fois des unités de connaissance et des unités de communication. De là, l'importance donnée à la communication spécialisée.

Par ailleurs, le développement des moyens d'information et de communication à l'échelle planétaire a contribué plus largement à une consommation d'information (structurée autour de campagnes de communication et de récurrence de slogans). Des termes-slogans soutenus par des messages à fonction appellative et par des éléments « preuve de scientificité » envahissent aujourd'hui la place publique.

Le développement exponentiel des réseaux de communication et la notion de construction d'une société de la connaissance a amené l'idée de la nécessité de partager la science au sein de la société dans son ensemble. Cette proposition ne s'est pas concrétisée pleinement car les données sont en réalité détournées de leur essence par une forme d'instrumentalisation au sein de laquelle une pseudo acquisition de savoirs et le test de la preuve est passé au tamis de l'opinion publique. En effet, pour le commun des mortels le propos « scientifique » est la preuve de vérité.

Dans un système sociopolitique déterminé, les conquêtes de la Terminologie, de la communication et de la science peuvent être entièrement calquées à des fins de propagande et de manipulation de masses (création de dystopies, exemple de la création de la novlangue dans le roman 1984 de G. Orwell) : on assiste alors à un trucage des événements historiques, à la naissance du phénomène du bouc-émissaire ainsi qu'à l'imposition d'un discours servant des intérêts donnés.

2. L'univers terminologique et discursif de la COVID-19

A ce stade, nous nous sommes demandé dans quelle mesure les principes et les méthodes terminologiques ont été utilisés en contexte de crise sanitaire.

Pour ce faire, nous avons décidé de structurer notre analyse en trois grands axes : nous commencerons tout d'abord par un rapide état des lieux du travail terminologique effectué autour de la Covid-19, au niveau européen et au-delà, à travers la production de lexiques et/ou de glossaires qui ont fleuri en cette période si singulière. Nous nous intéresserons ensuite aux discours politico-médiatiques et, en particulier, à la part faite aux chiffres de la Covid-19 dans les bulletins d'information qui ont rythmé notre quotidien des mois durant (nombre de cas recensés, nombre d'hospitalisation, nombre de décès, etc.). Ces chiffres ont occupé une place si prépondérante qu'ils sont devenus un élément incontournable des débats en temps de pandémie ; cette suprématie des chiffres, symptôme d'une approche pseudo-scientifique, a dominé la communication autour de la Covid-19 donnant, par là-même, une tournure toute particulière au traitement de l'information lié à la pandémie. Nous terminerons, enfin, par l'analyse comparative des termes employés dans les textes et sites institutionnels tels que l'OMS au niveau mondial, ou EUR-LEX au niveau européen, ainsi que ceux qui sont apparus, en particulier, dans les discours politiques en France. Cette analyse nous permettra de comprendre dans quelle mesure la terminologie diffusée par les médias et l'appareil politique l'a été non pas dans le but de diffuser de la connaissance mais dans la perspective de réguler les comportements des citoyens et de générer du contrôle social.

Pour aborder la question des discours sur la COVID-19 il a fallu faire des choix. Nous avons donc décidé de baser notre analyse sur les documents suivants, sur lesquels s'est fondé notre corpus de travail :

- Les discours qui apparaissent dans les textes institutionnels (tels ceux de l'OMS ou d'EUR-LEX, entre autres)
- Les discours politiques / technocratiques qui utilisent une mise en scène pseudo-scientifique (à travers, en particulier, le discours d'experts institutionnels, la mise en place de techniques de « propagande », ingrédients de la pensée unique)
- Les médias comme médiateurs (au service du discours politique technocratique)

Afin d'éclairer notre raisonnement, il convient de faire quelques distinctions théoriques, notamment sur la nature du discours scientifique et du discours politique.

Le discours scientifique (au même titre que les discours religieux, philosophique, littéraire et juridique), appartient à un espace que l'on nomme constituant. Ce type de discours a un rôle fondateur : il est discours d'autorité.

Le discours politique peut prendre l'apparence d'un discours constituant. Toutefois, ce type de discours est intrinsèquement linguistique et social, il possède une rhétorique particulière, il est soutenu par un réseau de dispositifs (les acteurs légitimes) et un réseau de médiateurs (médias, interprètes, évaluateurs autorisés) dont la finalité est de produire une mutation sociétale. Il s'agit d'un discours à la fois technocratique et érigé en dogme (selon la logique de la non-contradiction). Dans ce sens le brouillage est possible. En vérité, le discours politique peut utiliser la méthode du discours constituant (dans le cas qui nous occupe, du discours scientifique) dans ses dimensions d'autorité et de légitimité dans la mesure où il utilise des mécanismes d'expertise (les porte-paroles du gouvernement) et des champs discursifs semblables (discours d'un comité scientifique indépendant s'appuyant sur les résultats des essais de laboratoire). Bref, le discours politique s'appuie sur un discours constituant pour asseoir une légitimité, une autorité reconnue, afin de valider des mécanismes d'expertise et de mettre à l'usage un certain champ discursif.

S'agissant de la pandémie COVID-19, ce terrain nous a semblé très propice pour poser un certain nombre de questionnements : qui a eu la main sur la communication de la crise de COVID-19 ? Quelle est la finalité de cette communication : protection de la population ou mise en place d'un espace d'expérience visant le changement sociétal ?

2.1. Foisonnement d'une terminologie liée à la COVID-19. Constat

Un certain nombre de banques de données terminologiques se sont emparées de la thématique de la COVID-19 en proposant un certain nombre de termes liés à la pandémie. Le phénomène sanitaire étant d'ampleur mondiale, le fleurissement des lexiques / glossaires est à l'image de l'inflation de ce que l'on a désormais coutume d'appeler « crise sanitaire ». Le travail terminographique effectué par les différents groupes de recherche fait montre d'une volonté d'harmonisation de la terminologie liée à la COVID-19. Citons, à titre d'exemple, le travail de IATE, intitulé « Covid-19 multilingual terminology » qui propose 270 entrées avec, au total, 9020 termes dans les 24 langues officielles mondiales. Termcat, la banque de données catalane fournit quant à elle 425 termes en lien avec la pandémie, avec des équivalents en occitan, espagnol, français, anglais et portugais. La Confédération suisse, à travers la base de données Termdat a également contribué à ce travail d'harmonisation en proposant, au total, 278 entrées traduites en cinq langues (allemand, français, italien, roumain et anglais). Le « Lexique

sur la pandémie de Covid-19 » de Termium + se compose de pas moins de 450 termes. Il s'agit, dans ce cas, d'un lexique bilingue anglais-français de termes médicaux et appartenant au domaine socio-économique. On trouve également un certain nombre de termes décrivant des comportements ou des actions individuelles et/ou collectives (nous pouvons citer, à titre d'exemple, les termes suivants : auto-isolement, barrière physique, consignes sanitaires, contrôle, distance sanitaire, salut du pied, se masquer, se mettre en quarantaine, zone de déplacement libre, etc.). Là encore, l'harmonisation terminologique est à la base de la démarche de la banque de données canadienne : on peut ainsi lire sur le site de Termium + que « pour que les communications soient efficaces et comprises par tous, il importe que la terminologie qu'on y emploie soit efficace »⁴. On comprend en effet l'enjeu : pour la première fois, un virus qui ne connaît aucune frontière se propage dans le monde entier à une vitesse jamais égalée. L'ampleur du phénomène a nécessairement produit une surabondance et une surenchère de termes dont on ne sait parfois pas vraiment quelle réalité ils reflètent d'un pays à un autre. Ces dictionnaires sont des produits terminographiques qui jouent le rôle de médiateurs interculturels et interlinguistiques. Leur rôle est de préserver la diversité linguistique au niveau européen et mondial tout en tentant d'harmoniser la terminologie de la COVID-19 pour une meilleure intercompréhension.

On remarque qu'au sein des lexiques que nous venons de mentionner, trois secteurs s'imbriquent de façon systématique : au-delà du domaine virologique à proprement parler, d'autres domaines (le médical au sens large et le sociétal) apparaissent au sein de ces travaux terminographiques. En voici quelques exemples : si l'on retrouve, bien évidemment, des termes directement liés au virus et à la pandémie (contagion, épidémie, propagation, etc.), la dimension médicale est également présente dans ces dictionnaires (hôpital, laboratoire, médecin, soignant, etc.). Plus surprenant, peut-être, toute une partie de ces lexiques est consacrée à la dimension sociale de la pandémie (attestation de déplacement, confinement, consignes sanitaires, distanciation physique, gestes barrière, etc.). Pas si étonnant, en réalité, si l'on considère, qu'au-delà du phénomène biologique, la pandémie s'avère être un phénomène social⁵.

Rares sont les exemples de que l'on pourrait appeler un « discours constituant ». Nous en avons toutefois recensé au moins un : le travail effectué par l'Institut National de la Santé Publique du Québec, publié en décembre 2020, autour de la question de la transmission du virus. Ce lexique décrit, en préambule, la démarche scientifique adoptée, la méthodologie mise

⁴ Cf. <https://www.btb.termiumplus.gc.ca/publications/covid19-fra.html>

⁵ Cf. Marie Gaille, Philippe Terral (dir.), *Pandémie. Un fait social total*, Paris, CNRS, coll. « Société », 2021.

en œuvre et les résultats obtenus. A l'issue de ce travail, c'est un glossaire restreint de neuf termes au total, directement liés à transmission, qui a été publié. Cette initiative, toutefois, est totalement à la marge au sein du panorama terminologique existant qui, comme nous avons pu le constater, fait la part belle, au-delà du strictement médical, à la question des normes sociales et, en particulier, aux nouvelles règles de comportement à adopter.

2.2 Les discours politico-médiatiques. La toute-puissance des chiffres

La place occupée par le Covid-19 ainsi que le rôle joué par les chiffres, très largement utilisés sur la scène politique et par les médias, donne la mesure de ce qui est apparu très rapidement comme une véritable mise en scène de la pandémie. L'information en continu et la surenchère de chiffres, courbes et autres graphiques a atteint des niveaux inédits dès les premières semaines de la crise sanitaire.

Notons tout d'abord que l'espace médiatique a été envahi, on pourrait dire littéralement « contaminé » par les « informations » liées à la COVID-19, comme aucun autre événement ne l'avait fait auparavant : en mars 2020, la « crise sanitaire » occupait 68% de la médiatisation hebdomadaire (contre 30% pour le traitement des événements du 11 septembre 2001), comme nous pouvons le constater sur le graphique ci-dessous :

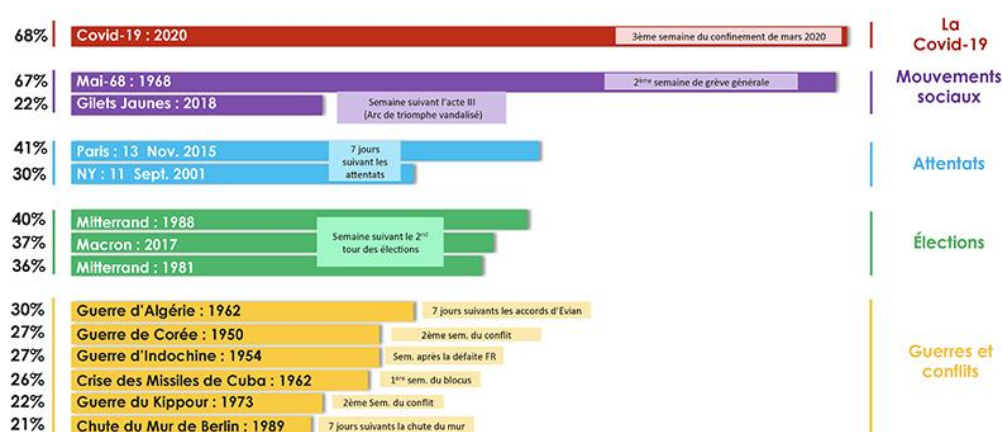


Figure 1 : Comparaison des pics des principaux événements médiatisés depuis 1945 en pourcentage de médiatisation hebdomadaire. Source : *culture-rp.com*

L'explosion de la courbe du temps d'antenne consacré à la COVID-19 sur les chaînes d'information en continu en France entre la mi-février et la mi-mars 2020 est particulièrement révélatrice de la saturation de l'espace médiatique par les données liées à la pandémie :

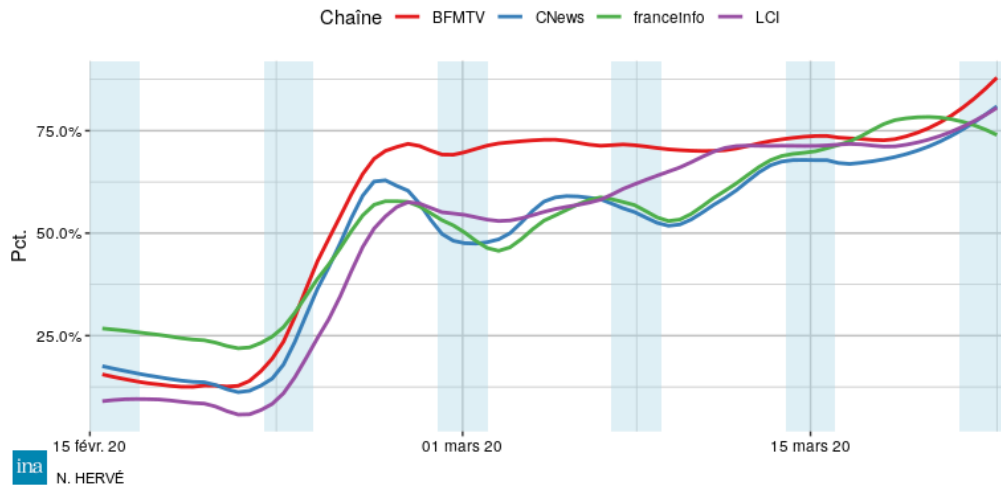


Figure 2 : Part du temps d'antenne consacré à la couverture de la COVID-19 sur les chaînes d'information en continu entre le 15 février et le 22 mars 2020. Source : INA. *La revue des médias*

Ce qui nous a également semblé digne d'intérêt dans la question du traitement de l'information liée à la COVID-19, c'est l'avalanche de chiffres qui a envahi les discours médiatiques et politiques sur cette même période. Nous avons analysé, en particulier, les points de situation quotidiens réalisés entre le 17 janvier et le 30 mars 2020. Ces adresses aux français, d'une dizaine de minutes environ et diffusés quotidiennement sur cette période, se sont ensuite très largement espacés. Notons que ces points de situation commencent systématiquement par un bilan chiffré de l'épidémie en France et en Outre-Mer⁶ (nombre de cas confirmés, nombre de personnes hospitalisées dont nombre de cas graves en réanimation, nombre de décès, nombre de personnes guéries, etc.). Or il est intéressant de noter que ces chiffres sont devenus la mesure suprême à l'aune de laquelle les décisions politiques allaient être prises. En effet, comme l'a souligné Jérôme Salomon lors de l'un de ces points de situation, « la mise à disposition des données bénéficie aux citoyens, à la communauté scientifique et à la prise de décisions politiques »⁷. En d'autres termes, et selon le slogan actuel diffusé dans les médias qui affirme que l'« on peut débattre de tout, sauf des chiffres », toute décision politique devient légitime dès lors qu'elle se base sur ces données que l'on pourrait qualifier de pseudo-scientifiques. La science comme vérité absolue devient la caution ultime des responsables politiques comme le suggère cette affirmation d'Olivier Véran en date du 27 février 2020 : « Nous nous appuyons sur l'expertise scientifique », une phrase sans appel et qui ne tolère, en somme, aucune

⁶ Au cours des premières semaines va s'opérer un glissement « géographique » dans le traitement de l'information, qui va suivre l'expansion du virus : on ne parle au début que de la Chine, ensuite de l'Europe (principalement de l'Italie), avant de se focaliser sur la France et les territoires d'Outre-Mer.

⁷ Point de situation du 27/03/2020.

contestation. A partir de là, les chiffres assésés comme vérité scientifique incontestable deviennent un moyen de légitimer les décisions politiques. Rappelons, comme l'indique Dominique Maingueneau, que « le discours politique n'est pas un discours constituant, comme peuvent l'être le discours philosophique, le discours religieux ou le discours scientifique, qui se fondent de manière réflexive, mais il se situe à la jointure entre ces discours constituants et les multiples niveaux de la doxa, de l'opinion commune. Les positionnements politiques sont ainsi obligés de s'appuyer dans des proportions variables sur les discours constituants, en faisant prédominer tel ou tel : le discours religieux pour les théocraties, le discours scientifique pour les technocrates (...). Si le politique doit s'appuyer sur des discours constituants, il les domine aussi, dès lors qu'il dispose du pouvoir »⁸. Il ne fait pas de doute que dans le cas de la « crise sanitaire », la scène politico-médiatique s'est emparée du discours scientifique, mais à des fins tout autres que celles de la diffusion de la connaissance. C'est cet aspect que nous allons désormais aborder.

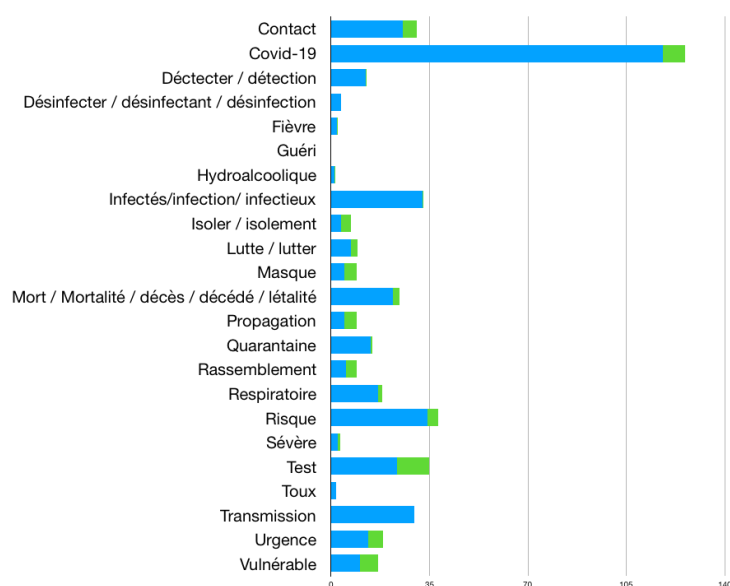
2.3 Des usages de la terminologie en pandémie. Transfert de connaissances vs instrumentalisation

Comme le suggère Pascal Lardellier, le langage est chargé de sens : « notre rapport au monde passe à travers les mailles fines d'un tamis symbolique appelé langage. La langue n'est pas neutre, elle oriente toujours ce qu'elle exprime. Le langage construit non pas le monde mais une représentation de celui-ci, partielle, partielle »⁹. C'est à partir de cette perspective que nous avons souhaité comprendre quelle(s) représentation(s) du monde transmettent les « langages » utilisés, d'une part, par des institutions telles que l'OMS et, d'autre part, par le pouvoir (incarné, dans le cas français, par Emmanuel Macron). Pour mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre dans le traitement de la « crise sanitaire » mondiale, nous avons procédé au repérage du vocabulaire utilisé sur la période de mars à décembre 2020 par les deux parties que nous venons de mentionner. Nous avons, pour ce faire, procédé à la sélection et à l'analyse de deux corpus distincts : d'une part, les fiches techniques de l'OMS publiées sur la période susmentionnée (56 478 mots au total) ; d'autre part un corpus de sept discours d'Emmanuel Macron (adresses aux français et allocutions) prononcés entre le 12 mars et le 24 novembre 2020 et comptant, au total, 23 520 mots.

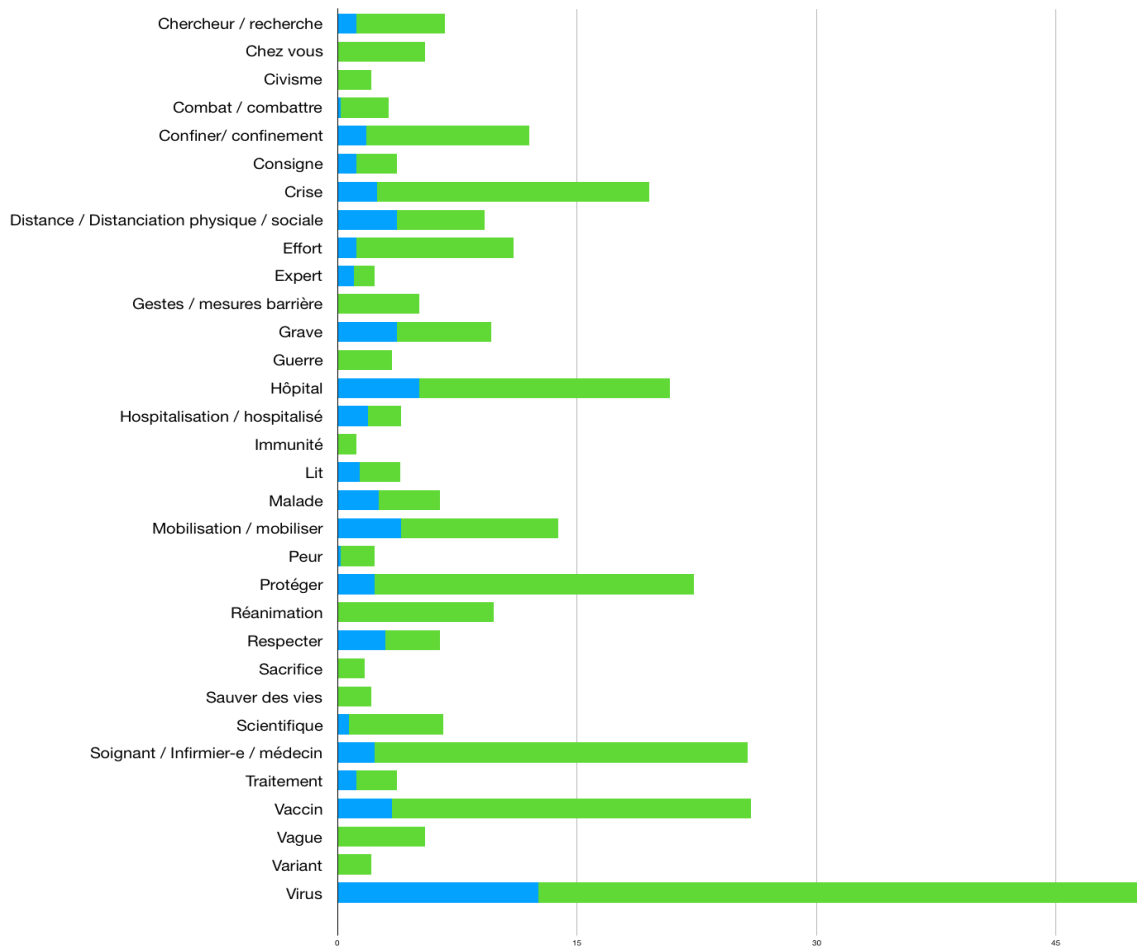
⁸ Dominique Maingueneau, « Le discours politique et son environnement », in *Revue Mots : les langages du politique*, n° 94, 2010, p. 85-90 (88-89).

⁹ Pascal Lardellier, « Parler Covid » ou le sens contaminé, *The conversation*, 18 août 2021. <https://theconversation.com/parler-covid-ou-le-sens-contamine-166054>

L'analyse comparative de ces deux corpus a abouti au résultat que nous présentons ci-dessous sous la forme de deux graphiques. Précisons que ces derniers ont été établis sur la base suivante : nous avons recensé les occurrences d'une série de mots (ceux figurant dans les listes ci-dessous) en établissant le nombre d'occurrences pour 10000 mots. En ce qui concerne le choix des termes, nous avons recensé ceux qui étaient les plus fréquemment utilisés par l'OMS d'une part et par Emmanuel Macron d'autre part, afin de les mettre en miroir. Cette mise en perspective des termes les plus fréquemment utilisés par l'OMS (en bleu) et ceux les plus employés par Macron (en vert) nous permet de constater les différences sensibles entre les deux types de discours. Dans le cas de l'OMS, prévalent les termes directement liés aux domaines médical/virologique/épidémiologique (peu présents dans les discours de Macron), comme nous pouvons le lire dans le graphique ci-dessous :



A l'inverse, les discours de Macron, au-delà du purement médical (« hôpital », « virus », « réanimation », entre autres), font la part belle à d'autres types de termes, davantage liés à la question sociale (« civisme », « confinement », « gestes barrière », entre autres) :



Le constat résultant de cette analyse est le suivant : nous sommes en présence d'une terminologie médicale spécifique liée aux champs de la virologie, de l'épidémiologie, de la problématique hospitalière, un phénomène jusqu'ici tout à fait normal en temps de pandémie. Mais là où le langage politico-médiatique oriente et induit, c'est que ces termes, sélectionnés en tant qu' « éléments de langage » vont servir, en réalité, une sémantique spécifique : dans le cas qui nous intéresse, le langage devient acte et action pour induire de nouveaux comportements, de nouvelles habitudes sociales, comme l'indique la récurrence des termes et expressions qui préconisent des actes performatifs (« restez chez vous », « respectez les gestes barrières », etc.). Tout ceci aboutit à un lexique, ou plutôt à un technolècte, voire un idiolecte, construit autour d'un éventail lexical figé et d'une rhétorique de type technocratique. Nous avons constaté, dans les discours du président ainsi que dans les adresses quotidiennes aux français, une tendance très forte : celle qui consiste à faire passer la lutte contre le virus pour une véritable guerre contre un ennemi invisible. En effet, à partir de la fin février 2020, ces discours insistent sur la nécessité d'adopter de nouveaux comportements, la « meilleure **arme** contre l'épidémie ». A partir de la mi-mars, c'est la sémantique martiale qui se généralise : on parle alors de « **guerre** contre le virus », laquelle serait un « **combat** de tous les

jours » ; on insiste sur la nécessité de « faire **bouclier** de la nation », de prendre « le chemin de la **résistance** » ; on parle de « **réquisition** », les soignants sont « en **1e ligne** » ; « le **front** » de l'épidémie nécessite une véritable « **mobilisation** » ; bref, il s'agit là d'une « **guerre de positions** ». Comme le souligne Aurore Vincenti, « le lexique guerrier nous est imposé. C'est un choix politique, une opération de communication. Il s'agit de faire peur, de pousser la population à observer un comportement d'urgence »¹⁰.

Mais l'utilisation des impératifs et la mise en place de normes très strictes a aussi connu ses limites. C'est pourquoi, petit à petit, le pouvoir politique a cherché davantage à inciter les Français à changer de comportement, mais cette fois-ci en suggérant ces changements de façon plus mesurée et plus douce. Maxence Lambrecq explique ainsi que « depuis un an, il [*le gouvernement*] fait appel à des experts en sciences comportementales qui utilisent le concept américain du « nudge », du coup de pouce, de l'incitation en bon français. Ou comment anticiper les réactions des gens, les biais qui les poussent à agir ou non. Et depuis, cette technique influence toute la communication du pouvoir »¹¹.

Conclusion

Une terminologie existe parce que la connaissance se forge en en « science », en programme de recherche. Et la terminologie d'un domaine, ensemble conceptuel qui possède une dimension linguistique, ne peut évidemment pas exister sans chercheurs.

En ce qui concerne la recherche sur le virus SARS-CoV-2, aujourd'hui en cours, on remarque que la pandémie constitue un formidable terrain de recherche sur le fonctionnement de ce nouveau coronavirus. La connaissance à ce sujet en est encore à une phase expérimentale et donc d'échanges, de questionnements entre chercheurs qui, à plus long terme, aboutiront à des résultats scientifiquement prouvés et concluants.

Les discours politique et des médias que nous avons analysés ici se sont servi des différentes approches terminologiques pour s'ériger en réceptacle de la vérité. Ces discours ont été soutenus par des « commissions dites scientifiques » (les « experts », l'OMS, l'UE) les seules capables de décrypter les actions nécessaires à l'éradication du phénomène pandémique et susceptibles de déterminer quelle connaissance serait en mesure de l'expliquer (de là les

¹⁰ Aurore Vincenti, *Le Monde*, 10 décembre 2020 (https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2020/12/10/les-mots-du-covid-le-lexique-guerrier-nous-est-impose_6062941_4497916.html)

¹¹ Maxence Lambrecq, « Le nudge, cette manière douce de convaincre les français en période de crise », *France Inter*, 8 mars 2021 (<https://www.franceinter.fr/politique/le-nudge-cette-maniere-douce-de-convaincre-les-francais-en-periode-de-crise>)

textes qui s’y réfèrent : documents dits scientifiques, directives européennes, consignes de l’OMS, décisions politiques de santé publique, etc.). Tout cela a évidemment mené à une conceptualisation formelle du phénomène qui a induit les différentes communautés à le percevoir comme étant de nature scientifique. Cette perception faussée a généré une soumission quasi générale à la doxa créée par les différents détenteurs du pouvoir.

La terminologie de la COVID 19 intègre un ensemble de textes et discours alimenté par un système précis de relations conceptuelles et de ses propriétés ontologiques et logiques. A travers cette terminologie, les détenteurs du discours politico-médiatique se sont érigés en représentants d’une certaine « connaissance » perçue comme vérité absolue.

La communication s’est tenue *dans* le langage et non *à travers* le langage ; un modèle d’ingénierie linguistique où la langue est instrumentalisée et où les discours de propagande (il ne s’agit pas de faire penser mais de faire agir d’une certaine manière) provoquent un anéantissement de la distance critique en s’efforçant de construire une homogénéisation du monde à travers la destruction de l’individualité humaine. On connaît le pouvoir du langage qui, au-delà d’être un vecteur de communication, est susceptible d’orienter la pensée et les actions des individus :

La langue ne se contente pas de poétiser, de penser à ma place, elle dirige aussi mes sentiments, elle régit tout mon être moral d’autant plus naturellement que je m’en remets inconsciemment à elle. Et qu’arrive-t-il si celle langue cultivée est constituée d’éléments toxiques ou si l’on en a fait le vecteur de substances toxiques ? Les mots peuvent être comme de minuscules doses d’arsenic : on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu’après quelque temps l’effet toxique se fait sentir.¹²

La Terminologie pourra à nouveau jouer un rôle important dans l’accompagnement de la création et dans l’évolution de nouveaux paradigmes dans la mesure où elle peut contribuer, avec les sciences de l’information et de la documentation, à exercer un contrôle par le biais de la proposition de systèmes d’organisation de la connaissance.

Il est en ce sens urgent d’introduire l’enseignement de la Terminologie dans tous les domaines de l’enseignement supérieur. L’enseignement et la pratique de la Terminologie sont déjà bien ancrés dans la formation et l’expérience des traducteurs mais le besoin de tenir des discours spécialisés axés sur l’exactitude du sens et véhiculés par les concepts et l’application correcte des termes dans les contextes discursifs du domaine en question implique la nécessaire généralisation de l’enseignement de la Terminologie.

¹² Victor Klemperer, *LTI. La langue du Ille Reich*. Albin Michel, Paris, 2002, p. 40.

Au-delà des préoccupations de soutien à la diversité linguistique et au multiculturalisme, l'Europe, si c'est l'une de ses finalités, devra se pencher sur un aménagement linguistique qui aura son importance en aval de tout circuit de communication spécialisée. Ce n'est pas aux institutions et autres organismes de déterminer quelle terminologie utiliser ou quel discours tenir en outrepassant les étapes de la construction du savoir (qui n'est opérationnel qu'au moment de la réfutation ou de la preuve d'un changement de paradigme ou de programme de recherche).

Bibliographie

BOURIGAULT Didier, SLODZIAN Monique, *Pour une terminologie textuelle*, « Terminologies nouvelles », 19, 1999, p. 29-32.

CABRÉ Maria Teresa, *Terminologie et linguistique : la théorie des portes* in « Terminologies nouvelles », 21, 2000, p. 10-14

CONDAMINES, Anne, *Terminologie et représentation des connaissances*, in « La Banque des mots », numéro spécial CTN N° 6, 1994, p. 29- 40

DUBUC Robert, *Manuel pratique de terminologie*, Brossard, Linguatex, 1992

FELBER Helmut, *Manuel de terminologie*, Paris, UNESCO, Infoterm 1987

GAILLE Marie , Terral Philippe (dir.), *Pandémie. Un fait social total*, Paris, CNRS, coll. « Société », 2021

GAUDIN, François, *Pour une socioterminologie. Des problèmes sémantiques aux pratiques institutionnelles*, Rouen, Université de Rouen, 1993

GAUDIN, François, *Socioterminologie: Une approche sociolinguistique de la terminologie*, Bruxelles, De Boek. Duculot, 2003

GUILBERT Louis, *La formation du vocabulaire de l'aviation*, Paris. Larousse, 1965

KLEMPERER Victor, *LTI. la langue du Ille Reich*, Paris, Albin Michel, 2002

LAMBRECQ Maxence, « Le nudge, cette manière douce de convaincre les français en période de crise », *France Inter*, 8 mars 2021 (<https://www.franceinter.fr/politique/le-nudge-cette-maniere-douce-de-convaincre-les-francais-en-periode-de-crise>)

LARDELLIER Pascal, « Parler Covid » ou le sens contaminé, *The conversation*, 18 août 2021 (<https://theconversation.com/parler-covid-ou-le-sens-contamine-166054>)

LERAT Pierre, *Terminologie et sémantique descriptive*, « La Banque des mots », numéro spécial 1 CTN, 1988, p. 11- 29

LERAT Pierre, *Les fondements théoriques de la terminologie*, « La Banque des mots », numéro spécial 2 CNT, 1989, p. 51-61

LERAT Pierre, *Terme, mot, vocable*, « La Banque des mots », numéro spécial CNT n° 5, 1995 p. 5-9

MAINGUENEAU Dominique, *Le discours politique et son environnement*, in « Revue Mots : les langages du politique », n° 94, 2010, p. 85-90 (88-89).

VAN CAMPENHOUDT Marc, *Abrégé de terminologie multilingue*
<https://termisti.ulb.ac.be/archive/theoweb1.htm>

VINCENTI Aurore, *Le Monde*, 10 décembre 2020 (https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2020/12/10/les-mots-du-covid-le-lexique-guerrier-nous-est-impose_6062941_4497916.html)